



Analyse du climat des affaires dans les PMA

Éthiopie

Mars 2023



A powerful
and balanced
voice for business

Éthiopie

Région
Afrique de l'Est

Population
120 283 026
habitants

Croissance démographique (2020)
2,6 %

Revenu moyen (2021)
925 USD

Classement selon l'Indice de développement humain
175^{ème} sur 191 pays. L'Éthiopie avait un indice de 0,498 en 2021.

Accords et partenariats économiques régionaux
Marché commun de l'Afrique orientale et australe

Contexte économique

En 2020, l'agriculture intervenait pour 35,45 % dans le produit intérieur brut (PIB) et pour 65 % dans l'emploi en Éthiopie ; le secteur industriel pour 23,11 % dans le PIB et pour 10,35 % dans l'emploi, et le secteur des services pour 36,81 % dans le PIB et pour 24,3 % dans l'emploi sur le marché du travail¹.



Le secteur manufacturier éthiopien n'intervient que marginalement dans la création d'emplois et dans les exportations ; sa production est faible et il ne constitue guère une source de liens économiques sur le marché interne. Le secteur est surtout le fait de petites entreprises, d'industries basées sur des ressources primaires, de produits à faible valeur et à faible contenu technologique, et d'un manque de liens intra-sectoriels et intersectoriels forts².

L'Éthiopie dispose de ressources abondantes en énergie renouvelable, avec un potentiel de production supérieur à 60 000 mégawatts (MW) de puissance provenant de l'hydroélectricité, de l'éolien, du solaire et de la géothermie³. La demande d'électricité a été en augmentation constante, le taux d'accès actuel étant de 45 % (95 % dans les zones urbaines, 32 % dans les zones rurales). Le pays a adopté des politiques de libéralisation complète

de la production d'énergie pour les investisseurs étrangers et nationaux. Les activités de transport et de distribution de l'électricité sur le réseau national sont actuellement réservées exclusivement à des investisseurs nationaux⁴.

Le gouvernement a entrepris des réformes significatives en vue de la libéralisation et de l'expansion de l'investissement privé dans l'économie par un assouplissement du monopole de l'État dans des secteurs clés de l'économie - télécommunications, énergie, logistique - par la privatisation partielle d'entreprises publiques.

L'État est le principal moteur de la croissance des technologies de l'information et des communications (TIC) dans le pays. Les TIC constituent l'un des tremplins pour la réalisation de la vision 2025 de l'Éthiopie, qui souhaite être alors

¹ <https://data.worldbank.org/country/ethiopia>

² Oqubay Arkebe: The structure and performance of the Ethiopian manufacturing sector. African Development Bank Group, 2018.

³ Ashebir Dingeto Hailu and Desta Kalbessa Kumsa: 'Ethiopia Renewable Energy Potentials And Current State' (2021) 9 AIMS Energy.

⁴ Tafesse M. et al: Electricity regulation in Ethiopia: overview. Thomson reuter, 2020.

un pays à revenu intermédiaire⁵. Le gouvernement a accordé en ce sens des licences d'exploitation à deux opérateurs de télécommunications privés, dont on s'attend à ce qu'ils réalisent plus de 40 % des ventes dans le pays. Une fois qu'il aura atteint sa vitesse de croisière, la libéralisation en cours du secteur des télécommunications devrait inaugurer une nouvelle période pour un marché des TIC mature et en évolution rapide, avec la création de nouvelles opportunités grâce à des partenariats avec des acteurs locaux existants et nouveaux sur les segments consommateurs autant qu'entreprises⁶.

Défis à relever par le secteur privé

- **Approvisionnement électrique déficient :**

Les interruptions et les coupures de courant alourdissent les coûts pour les entreprises de différentes façons, dont la nécessité de payer un personnel en chômage technique lors des coupures, les pertes de clientèle et de parts de marché en raison de retards de production ou de fourniture de services. **La demande d'électricité continue de dépasser l'offre, alors que les nouveaux barrages hydroélectriques peinent à produire à pleine capacité.** Les lignes de transport et les installations de distribution ne répondent pas à la demande. Le gouvernement consent des investissements considérables dans de grands projets hydroélectriques dans le but de doubler la production électrique pour porter la capacité d'approvisionnement à près de 4000 MW. Une fois achevés, ces projets pourraient satisfaire la demande nationale d'électricité tout en produisant un excédent significatif à l'exportation.

- **Manque de main-d'œuvre qualifiée :**

L'inadéquation de l'offre de compétences de qualifications demeure fréquente dans des secteurs tels que l'agro-alimentaire, l'horticulture et le tourisme⁷.

- Les entreprises sont confrontées à un **accès insuffisant au financement industriel à long terme** pour les acteurs nationaux, en raison de la capacité limitée des banques publiques et le

manque d'intérêt à de tels financements de la part des banques privées.

- Le **manque de logistique d'exportation compétitive sur le plan international** et le manque de facilitation du commerce constituent des entraves d'autant plus importantes que l'Éthiopie n'a pas d'accès maritime et pèsent lourdement sur une industrialisation tournée vers l'exportation⁸.

- Les importateurs, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), sont confrontés à une **difficulté d'accès aux devises étrangères**. Les entreprises sont confrontées à des délais très longs de règlement de paiements liés aux transactions commerciales, résultat d'une réglementation très stricte appliquée en matière de devises étrangères par la Banque nationale d'Éthiopie (NBE).

- Les **formalités douanières** restent une entrave aux importations – les procédures de dédouanement sont lentes et les marchandises importées sont parfois taxées à une valeur attribuée plutôt qu'à leur valeur facturée.

- **Le mécanisme d'application et d'exécution des contrats reste peu opérant.** Les délais des procédures civiles et pénales ainsi que le manque d'efficacité des tribunaux à assurer l'application des contrats sont des problèmes majeurs pour le secteur privé. Un autre problème touchant à l'application et l'exécution des contrats est le caractère très peu accessible et le coût élevé des arbitrages commerciaux.

- **Bureaucratie et corruption :** Les entreprises font face à des procédures bureaucratiques inutiles, des exigences excessives en matière de documents, des obstacles de procédure dus au manque de coordination institutionnelle entre les différentes administrations publiques, et à l'inefficacité des organismes gouvernementaux et des systèmes officiels dans les démarches d'obtention et de renouvellement de licences d'exploitation, d'obtention de permis de

⁵ Hook F. Ethiopia ICT Landscape and Future Market Opportunities. IDC, 2020

⁶ Tekleselassie T. "The potential of industries without smokestacks to address unemployment." (2021).

⁷ Oqubay Arkebe. The structure and performance of the Ethiopian manufacturing sector. African Development Bank Group, 2018.

construire; d'une façon générale, toute interaction avec les institutions gouvernementales constitue un fardeau pour l'entreprise. L'exaspération devant ces difficultés crée les conditions d'une prolifération de la corruption. Le gouvernement a toutefois adopté un nouveau code du commerce qui devrait répondre aux nécessités des structures et des activités d'entreprise modernes.

- **Faiblesse des connexions à Internet :** En 2020, 44,9 % de la population totale disposaient d'une connexion mobile, le taux de pénétration d'Internet étant de 24 %⁹. Ces chiffres sont bas en comparaison avec d'autres pays en développement; ils s'expliquent par la cherté des tarifs mobiles et la faible couverture du réseau dans le pays. Les réseaux 2G sont certes largement disponibles, mais la couverture 4G se limite à Addis-Ababa. L'Éthiopie se caractérise aussi par un niveau particulièrement faible de connectivité pour les liaisons internationales. Le commerce électronique en est à ses balbutiements et est rarement utilisé; en revanche, les services bancaires mobiles sont en croissance¹⁰.

- **Incohérences des impositions fiscales et amendes excessives :** Le manque de clarté des règles d'administration fiscale entraîne des pratiques discrétionnaires de la part des agents de l'État. Il arrive fréquemment à cet égard que les états financiers soumis par les entreprises soient indûment rejetés et que l'impôt à payer tel qu'il ressort des avis d'imposition préparés par les contrôleurs du gouvernement soit exagéré, les règles imprécises étant interprétées au désavantage des entreprises et l'accès aux mécanismes de résolution des contentieux fiscaux étant limité. **La lourdeur des amendes, le manque d'orientation sur l'interprétation et le respect des règles fiscales et le manque d'efficacité de l'administration des impôts dans la prestation des services et les rapports avec les contribuables constituent des problèmes majeurs pour les entreprises.**

- **Piètre qualité et manque de couverture des infrastructures :** L'absence de solutions de transport efficaces, comprenant notamment le réseau ferroviaire et routier, constitue un frein majeur à la croissance du secteur privé. Les entreprises doivent faire face au défi posé par le manque d'accessibilité des zones rurales et le manque d'entretien des routes, dont les effets négatifs se font sentir en termes de coûts, de temps et d'accès aux marchés pour les entreprises.

- **L'instabilité politique et l'insécurité croissante** posent un défi redoutable à l'environnement de l'investissement¹¹.

Recommandations du secteur privé

- Aller vers une agriculture durable qui, en Éthiopie, pourrait produire des cultures vivrières et de rapport au moins deux fois par an, tout en étendant la production pour ajouter l'exportation à la consommation locale. Les pouvoirs publics peuvent atteindre cet objectif par une collaboration avec le secteur privé afin de créer et renforcer des capacités durables basées sur les ressources naturelles comme l'eau et le sol¹².
- Créer une initiative publique venant en soutien aux institutions financières et aux entreprises locales pour le développement d'une série de produits financiers qui permettront aux jeunes entrepreneurs d'accéder au fonds de roulement et au capital d'investissement nécessaire à l'extension de leurs activités et le développement de leur entreprise.
- Le gouvernement devrait engager des partenariats avec le secteur privé pour développer un continuum de services à la ferme, hors ferme et non agricoles, selon une approche spatiale permettant une mise en relation des communes rurales et des grandes villes, et en assurant un soutien aux entrepreneurs

⁸ O'Dea S: Telecommunication penetration rate/density for Ethio Telecom: Ethiopia: Statista. 2021

⁹ ICT and Telecommunications in Ethiopia 2021. <https://www.researchandmarkets.com/reports/5414964/ict-and-telecommunications-in-ethiopia-2021>

¹⁰ Tekleselassie T: "The potential of industries without smokestacks to address unemployment." (2021).

¹¹ Yohannes Habteyesus Yitagesu: 'Land Evaluation: Sustainable Land Management And Impacts Of Climate Change In Agriculture; Ethiopia: Review' (2021) 04 International Journal of Multidisciplinary Research and Analysis

¹² Kelly L & Martinez J-C: Can Ethiopia Create 2 Million Jobs Every Year? Worldbank. (2018)

et aux microentreprises par des pépinières d'entreprises, des grappes industrielles et des écosystèmes¹³.

- L'Éthiopie possède une industrie florissante de la chaussure en cuir, où plus de 5 000 MPME génèrent plus de 65 millions USD à l'exportation. Elle pourrait avoir de même un avantage compétitif dans différents autres secteurs d'activité, comme le tourisme, le textile et le vêtement, l'artisanat culturel, la floriculture et l'agro-transformation. Les pouvoirs publics devraient en ce sens faciliter l'accès à un financement à faible coût, prévoir des incitants fiscaux et mettre en place un cadre réglementaire favorable, tout en venant en aide aux entrepreneurs en les reliant au marché international.

- **Les organismes gouvernementaux devraient collaborer avec les entreprises et les associations industrielles afin de développer des initiatives communes pour la valorisation des compétences et qualifications des travailleurs.** Il conviendrait de mettre au point des régimes de soutien et des incitations (comme par exemple un partage des coûts privé-public et des prêts publics) en vue de promouvoir les qualifications et la productivité dans le secteur privé.

- Les pouvoirs publics devraient engager des partenariats avec le secteur privé afin de développer des politiques industrielles qui, au-delà du soutien évident au secteur manufacturier, visent un passage plus rapide des personnes et des ressources à des activités économiques à haute productivité, qui de plus en plus incluent également certains services et certaines activités agricoles¹⁴.

- Il conviendrait que le gouvernement approche le secteur privé pour le développement de politiques et de formations aux pratiques agricoles intelligentes face au climat (AIC), afin d'aider les agriculteurs à gérer leurs ressources dans le sens d'une protection des écosystèmes et d'une réduction de la contribution de l'agriculture

au changement climatique, par la promotion de nouvelles méthodes et techniques.

- Le gouvernement devrait inviter le secteur privé à participer au développement d'initiatives en vue de mettre les petits exploitants agricoles en connexion avec des marchés alimentaires lucratifs ; il s'agit là d'un moyen efficace de réduction de la pauvreté rurale. Les pouvoirs publics devraient assurer l'accès aux informations de marché et proposer des formations, de sorte que les cultures répondent en quantité et en qualité aux produits demandés par le marché, et que les exploitants puissent conditionner, transformer et commercialiser leurs produits de manière efficace.

- Il importe que les pouvoirs publics approchent le secteur privé en vue d'une diversification de la production d'électricité par l'octroi de licences d'exploitation et d'incitants fiscaux pour l'établissement d'installations de production et de distribution hors réseau afin de résoudre les problèmes d'approvisionnement en énergie dans les zones rurales¹⁵. Le gouvernement devrait chercher la participation du secteur privé dans des projets de développement énergétique par le biais d'accords d'achat d'électricité produite par des producteurs indépendants (IPP - *Independent Power Purchase*) permettant la vente d'électricité produite à partir de sources renouvelables (géothermie, solaire, éolien et biomasse).

- Le ministère des technologies de l'information devrait encourager le développement du secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) secteur en soutenant les investissements privés. Cela peut être réalisé par l'adoption de mesures de politique telles que des congés fiscaux et la suppression d'éléments de réglementation trop stricts à l'intention des investisseurs potentiels en développement logiciel, téléphonie mobile, Internet et liaisons à large bande, fabrication et assemblage de matériels TIC¹⁶.

¹³ Oqubay Arkebe: The structure and performance of the Ethiopian manufacturing sector: African Development Bank Group, 2018.

¹⁴ Ashebir Dingeto Hailu and Desta Kalbessa Kumsa: 'Ethiopia Renewable Energy Potentials And Current State' (2021) 9 AIMS Energy.

¹⁵ Addisalem Genta Gemiya, 'Factors Affecting The Use Of ICT Services In Ethiopia' (2020) International Journal of Information and Communication Technology Education.

- **L'absence de services bancaires mobiles et d'autres applications mobiles innovantes susceptibles de soutenir le développement social et économique a été l'un des principaux freins aux avancées de l'Éthiopie dans le domaine des TIC.** Cette situation risque d'entraîner un coût d'opportunité élevé en l'absence d'efforts concertés afin de créer un environnement favorable au développement d'applications mobiles, en instaurant, finançant et promouvant des partenariats collaboratifs avec d'autres pays d'Afrique, Asie et Amérique latine, et en mettant les développeurs locaux en contact avec le secteur privé.
- Les pouvoirs publics devraient exploiter le potentiel touristique du massif du Balé, de la vallée du Rift et du parc national de l'Awash. Cet objectif peut être atteint moyennant une démarche de résolution des conflits dans les régions concernées.

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'Organisation Internationale des Employeurs (OIE) et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.



**Cofinancé par
l'Union européenne**



A powerful
and balanced
voice for business

Avenue Louis-Casaï 71 – CH-1216 Genève
T +41 22 929 00 00 F +41 22 929 00 01
ioe@ioe-emp.com • ioe-emp.org

© IOE 2023